

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Extension de la Bibliothèque cantonale universitaire à Dorigny

Le Conseil d'Etat a adopté un crédit d'étude de 400'000 francs destiné à évaluer les possibilités d'extension de la Bibliothèque universitaire à Dorigny (BCU). Un rapport de programmation détaillé concernant cette extension est attendu pour la fin de l'année. Le coût total de l'investissement est estimé à environ 40 millions de francs.

Le Conseil d'Etat a adopté un crédit d'étude de 400'000 francs destiné à évaluer les possibilités d'extension de la Bibliothèque universitaire à Dorigny, sise dans le bâtiment « Unithèque », qui abrite également les restaurants universitaires. La programmation d'origine de ce bâtiment, qui a aujourd'hui 30 ans, était fondée sur une évolution des besoins à long terme, avec une zone de libre accès pouvant abriter 250'000 volumes et quelque 660 places de travail pour les utilisateurs. Dimensionnée à l'origine pour accueillir 6000 étudiants, la BCU en accueille aujourd'hui déjà le double.

Ainsi, les réserves de croissance prévues au début des années quatre-vingt sont-elles aujourd'hui saturées et il est indispensable de développer une nouvelle réflexion sur l'évolution des besoins des utilisateurs. Si les missions fondamentales de la Bibliothèque ne sont en effet pas appelées à changer au cours des prochaines années, le contexte dans lequel elles s'exerceront devrait en revanche connaître une importante évolution. Au niveau informatique, la généralisation de la numérisation devrait remodeler en profondeur les pratiques de catalogage, de prêt et d'accès à la documentation. L'évolution constante du nombre d'utilisateurs, ainsi qu'une typologie toujours plus diversifiée de ceux-ci, aura également une influence importante sur la réorganisation des espaces de consultation, de travail et de stockage. Dans tous les cas de figure, les besoins de la population en ressources documentaires iront croissant, tout particulièrement en ce qui concerne l'offre de places de travail. Près de 14'000 étudiants sont attendus à l'UNIL en 2018 déjà.

Un rapport de programmation détaillé et une évaluation des possibilités d'extension du bâtiment sont attendus par le Conseil d'Etat pour la fin de l'année. Le coût total de l'investissement est estimé à environ 40 millions de francs.

Lausanne, le 16 mars 2012

DFJC, Anne-Catherine Lyon, conseillère d'Etat, 021 316 30 01 Chantal Ostorero, directrice générale de l'enseignement supérieur, 021 316 94 71 Brigitte Waridel, cheffe du Service des affaires culturelles, 021 316 07 46 Jeannette Frey, directrice de la BCU, 021 692 48 00